

Le logement : un problème ?

Mesdames, Messieurs, les élus

NOUS, citoyennes citoyens, ne supportons plus une situation où le droit au logement est bafoué :

- un nombre important de personnes vit dans la rue
- les centres d'hébergement provisoire sont saturés
- bien que moins médiatisées qu'en Ile de France, des évacuations de squats ont eu lieu à Caen privant des personnes sans abri d'un toit
- les demandes de logements sociaux sont en augmentation
- les expulsions se poursuivent
- des étudiants se retrouvent sans hébergement sans même être inscrits sur liste d'attente
- le parc locatif privé est hors de portée des personnes à faible revenu et même pour les salariés dits « moyens »
- des logements ont été détruits et n'ont pas été compensés, en amont, par un nombre égal de logements neufs ou rénovés
- des personnes se trouvent obligées à cohabiter dans des conditions difficiles à cause « d'accidents de la vie » (perte de travail, séparation...) dans l'attente d'un relogement
- des locataires de logements sociaux ont été relogés dans des appartements dont ils ont des difficultés à acquitter les charges
- pendant ce temps la construction d'immeubles de bureaux continue alors que des milliers de M² sont vides...

Le logement : un problème !!

OUI le logement est un problème pour les personnes à faible revenu, pour les bénéficiaires du RMI, du RMA, des ASS, pour les jeunes de moins de 25 ans sans travail, pour les chômeurs, pour les travailleurs pauvres, pour les personnes à revenus modestes qui se trouvent chassées des villes par la spéculation immobilière (à Caen mais aussi dans la périphérie)

Ces faits sont produits par une spéculation immobilière qui donne au profit la priorité sur le droit au logement. Cela n'a-t-il pas contribué à exclure les sociétés HLM du marché foncier sauf en augmentant considérablement les loyers ? Or augmenter les loyers signifie exclure les personnes pour qui les logements sociaux ont vocation d'exister. Les terrains vendus ces dernières années l'ont été au profit de banques, d'agences immobilières, d'assurances, d'espaces bureaux ou de promoteurs de logements grand standing à loyer élevé.

NOUS, citoyennes citoyens, demandons que soit effectué un état des lieux : des besoins réels en terme de logement, des terrains susceptibles d'être construits et des bâtiments à rénover, des bâtiments pouvant être réquisitionnés.

NOUS demandons de plus que les dispositions de la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain qui oblige à la construction de logement sociaux pour atteindre un minimum de 20% de l'ensemble des logements) soit appliquée dans toutes les communes. Ce qui s'est passé dans «les banlieues» ou «les quartiers difficiles» appelle des réponses urgentes.

NOUS demandons que chaque élu s'engage : à ce que le logement (premier lieu de la liberté individuelle) devienne une priorité dans le plan de développement et d'aménagement de sa commune et à permettre l'accès au logement pour tous et à lutter ainsi contre l'exclusion sociale.

Pour que le logement soit un droit pour tous

PREMIERES SIGNATURES

Nom	Ville	Profession	Signature

Infos : www.resistances-caen.org Mail : [Mail : pascalcouanon@yahoo.fr](mailto:pascalcouanon@yahoo.fr) Tél. : 06 85 48 03 16
Adresse : InCitBN, 77 Av Charlemagne 14000 CAEN
ou www.anpag.org mail : anpag@anpag.org adresse : 23 rue des fossés St Julien
14000 Caen